



mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

43, boulevard Magenta - 75010 PARIS - tél. 01.53.38.99.99 - Fax 01.40.40.90.98 - e.mail mrmap@ras.eu.org

APPEL POUR LE 150ème ANNIVERSAIRE DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Par décret du 27 avril 1848, la France abolissait enfin et définitivement l'esclavage dans les territoires qui relevaient de son autorité.

Elle mettait fin à plus de trois siècles de traites au cours desquelles des dizaines de millions d'êtres humains furent capturés, déportés et asservis.

Il s'agissait du premier système d'exploitation industrielle de l'Homme, s'appuyant essentiellement sur la non-reconnaissance des Noirs comme des êtres véritablement humains : on s'est sérieusement interrogé sur la possibilité pour eux d'avoir une âme, et ce qui ne faisait pas de doute c'est qu'ils n'étaient bons qu'à travailler pour les maîtres.

Le commerce des Noirs provoqua dans les régions africaines la fragilisation des sociétés, la déstructuration des pouvoirs et l'effondrement des civilisations.

En Amérique, l'esclavage justifia l'idéologie raciste et l'enfermement des Noirs (comme d'ailleurs des Indiens) dans une conditions inférieure et dépendante. La lutte pour détruire cette condition inhumaine a duré très longtemps et beaucoup de traces en subsistent encore aujourd'hui dans la vie sociale.

La colonisation, les préjugés envers les populations de couleur, le racisme contemporain se rattachent directement à cette forme primitive d'exploitation des hommes et en constituent l'esprit.

Nous, soussignés, au nom de la justice, demandons :

- que la nation française reconnaisse le préjudice subi et la dignité bafouée,
- que l'esclavage et la traite dont ont été victimes les Africains soient reconnus comme crimes contre l'humanité,
- que cesse la séculaire ingratitude des sociétés occidentales envers les populations dont le sacrifice a permis leur essor industriel et l'enrichissement de leur culture. Ces populations en subissent encore aujourd'hui les conséquences économiques et sociales, culturelles et politiques.
- que cessent les formes contemporaines d'esclavage tant en ce qui concerne la privation de liberté individuelle que le travail forcé et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants,
- et que dans un souci de réparation autant que de justice l'aide au développement soit engagée comme une première étape vers le système égalitaire qui devra être celui du monde de demain.

Appel pour le 150ème anniversaire de l'abolition de l'esclavage

Merci de nous retourner cet appel signé au MRAP - 43, bld Magenta - 75010 PARIS

Fax 01.40.40.90.98 - E.mail : mrmap@ras.eu.org

NOM Prénom.....

Adresse.....

Qualité : Signature :



mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

43, boulevard Magenta - 75010 PARIS - tél. 01.53.38.99.99 - Fax 01.40.40.90.98 - e.mail mrap@ras.eu.org

APPEL POUR LE 150^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Par décret du 27 avril 1848, la France abolissait enfin et définitivement l'esclavage dans les territoires qui relevaient de son autorité.

Elle mettait fin à plus de trois siècles de traite au cours desquels des dizaines de millions d'êtres humains furent capturés, déportés et asservis.

Il s'agissait du premier système d'exploitation industrielle de l'Homme, s'appuyant essentiellement sur la non-reconnaissance des Noirs comme des êtres véritablement humains : on s'est sérieusement interrogé sur la possibilité pour eux d'avoir une âme, et ce qui ne faisait pas de doute c'est qu'ils n'étaient bons qu'à travailler pour les maîtres.

Le commerce des Noirs provoqua dans les régions africaines la fragilisation des sociétés, la destructuration des pouvoirs et l'effondrement des civilisations.

En Amérique, l'esclavage justifia l'idéologie raciste et l'enfermement des Noirs (comme d'ailleurs des Indiens) dans une condition inférieure et dépendante. La lutte pour détruire cette condition inhumaine a duré très longtemps et beaucoup de traces en subsistent encore aujourd'hui dans la vie sociale.

La colonisation, les préjugés envers les populations de couleur, le racisme contemporain se rattachent directement à cette forme primitive d'exploitation des hommes et en constituent l'esprit.

Nous, soussignés, au nom de la justice, demandons :

- que la nation française reconnaisse le préjudice subi et la dignité bafouée,
- que l'esclavage et la traite dont ont été victimes les Africains soient reconnus comme crimes contre l'humanité,
- que cesse la séculaire ingratitude des sociétés occidentales envers les populations dont le sacrifice a permis leur essor industriel et l'enrichissement de leur culture. Ces populations en subissent encore aujourd'hui les conséquences économiques et sociales, culturelles et politiques,
- que cessent les formes contemporaines d'esclavage tant en ce qui concerne la privation de liberté individuelle que le travail forcé et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants,
- et que dans un souci de réparation autant que de justice l'aide au développement soit engagée comme une première étape vers le système égalitaire qui devra être celui du monde de demain.

Premiers signataires : Chantal AKERMAN (Réalisatrice) - Sara ALEXANDER (Artiste) - Gilberte ALLEG SALEM (Traductrice) - Graeme ALLWRIGHT (Chanteur) - Raoul ALONSO (FSU) - Nils ANDERSSON (Ecrivain, Editeur) - Didier ANGER (Conseiller régional Les VERTS en Basse-Normandie) - Mouloud AOUNIT (Secrétaire général du MRAP) - Georges AZENSTARCK (Journaliste) - Maurice BARTH (prêtre, CIMADE) - Patricia BAUD (Photographe) - Alain BELLET (Ecrivain) - Jean-Luc BENNAHMIA (Secrétaire national des VERTS) - Yves BOISSET (Cinéaste) - Dominique BRODIN (Comédien, Directeur du Centre dramatique de La Courneuve) - Jacques BORGY (Psychologue) - Philippe BOURSIER (Porte parole national des VERTS) - Carlos BRAVO (Président de la FASTI) - Dominique BRODIN (Comédien) - Michel CANTAL-DUPART (Urbanisme) - Paul CARPITA (Auteur de films) - Jean CHESNEAUX (Professeur émérite d'histoire - Paris VII) - Geneviève CLANCY (Professeur/Poète Philo, Sorbonne) - Albano CORDEIRO (Economiste-sociologue) - Rosette et Schofield CORYELL (Journalistes) - Constanta COSTA GAVRAS (Cinéaste) - Didier DAENINCKX (Ecrivain) - Robert DAVEZIES (Ecrivain, Journaliste) - Agnès DENIS (Réalisatrice) - Jacques DERRIDA

(Philosophe) - Ababacar DIOP (Chef de projets TERROU) - Bernard DORAY (Psychiatre) - Bernard DREANO (Responsable du CEDETIM) - Michel DREYFUS-SCHMIDT (Sénateur du Territoire de Belfort, Vice-Président du Sénat) - Michel et Geneviève FABRE (Professeurs Universités Paris III et Paris VII) - Huguette FAGET (comédienne) - Michèle et Gérard FAY (Enseignants) - Jean-Jacques de FELICE (Avocat à la cour d'appel de Paris) - Charles FITERMAN (Maire de Tavernes) - Jean-Pierre GATTEGNO (Ecrivain) - François GREMY (Professeur d'Université, Ancien Président du MRAP, Membre du Comité d'Honneur du MRAP) - Monique HERBERT (Assistante sociale) - Marie-Anne ISLER-BÉGUIN (Porte parole nationale des VERTS) - Daniel JACOBY (Président d'honneur de la F.I.D.H.) - Albert JACQUARD (Professeur) - Edmond JOUVE (Professeur à Paris V) - Pierre JOXE (Premier Président de la cour des comptes) - Pierre KALDOR (Président AFASPA) - Jacques KERGOAT (Rédacteur de Politique La Revue) - Jean-Jacques KIRKYACHARIAN (Président délégué du MRAP) - Pierre KRAUSZ (Professeur d'Université, Membre du bureau national du MRAP) - Jacques KRIER (Auteur/Réalisateur) - Michel LEQUENNE (Ecrivain et Journaliste) - Denis LANGLOIS (avocat, écrivain) - Albert LEVY (Journaliste, ancien secrétaire général du MRAP) - Catherine LEVY (IR1- CNRS) - Alain LIPIETZ (Porte parole national des VERTS) - Michael LÖWY (Sociologue CNRS) - Guy MALANDAIN (Maire-adjoint, ancien déporté) - Gustave MASSIAH (Président de l'AITEC) - Albert MEMMI (Ecrivain) - Marie-Claire MENDES-FRANCE (Présidente Institut Pierre Mendès-France) - Henri MERME (Bureau exécutif d'Alternatifs) - Théodore MONOD (Membre de l'Institut, Professeur honoraire M.N.H.N.) - Paul MUZARD (Membre de la présidence du MRAP) - Marc OGERET (chanteur de variétés) - Anne-Marie PARODI (Avocat honoraire) - Christiane PASSEVANT (Chargée de réalisation) - Gilles PERRAULT (Ecrivain) - Laure PERRIN (Avocate, membre du Bureau national du MRAP) - Roger PIC (Journaliste) - Claude PIÉPLU (Comédien) - Larry PORTIS (Professeur d'Universités) - Catherine RIBEIRO (Auteur-Compositeur-Interprète) - Jean ROUSSEAU (Président Emmaüs France) - Danièle ROUSSELIER (Ecrivain) - Alain RUSCIO (Historien, Docteur ès lettres) - Raoul SANGLA (Cinéaste) - Leïla SEBBAR (Ecrivain) - Francesca SOLLEVILLE (Artiste) - Jean SURET-CANALE (Historien) - Danielle TARTAKOWSKY (Professeur d'histoire contemporaine, Université Paris VIII) - André et Michèle TOSEL (professeurs) - Marcel TRILLAT (journaliste) - Alain UGUEN (Secrétaire de la FEDEL) - Yves VARGAS (Philosophe, Fondateur de l'Appel Franco-Arabe) - Pierre VELLAY (Médecin) - Claude VINCI (Chanteur-auteur) - Daniel VOGUET (Avocat) - Jean VRAIN (retraité, responsable A.S.E.T.) - Anthony WITHNEY (Elu UNEF-ID, CA CROUS)



mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

Paris, le 17 avril 1998

mrap
43, bld magenta
75010 PARIS
tél 01.53.38.99.99
fax 01.40.40.90.98
e.mail mrap@ras.eu.org

A M. Claude Cabanes
Rédacteur en chef
L'Humanité
32, rue Jean-Jaurès
93 258 Saint-Denis Cedex

Objet : « Appel pour le 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage »

Cher Monsieur,

Nous vous invitons par la présente à nous indiquer vos modalités, afin que l'appel ci-joint puisse être publié gracieusement dans vos colonnes.

En effet, dans quelques jours sera célébré le cent-cinquantième anniversaire du décret Schoelcher abolissant l'esclavage dans les colonies françaises.

Cet acte poussé par les principes de la Révolution de 1789, que la Seconde République réalisait enfin, ne fut que trop lentement appliqué dans les départements et territoires d'outre-mer. Ailleurs dans les espaces sous domination française, des systèmes économiques s'adaptèrent à cette situation pour créer de nouvelles formes de domination et de dépendance, prenant tour à tour les noms de « travail forcé », « rachat d'esclave »...

Le MRAP estime fondamental de relier ces longs siècles d'exploitation aux formes d'ostracisme et de racisme qui sévissent actuellement dans notre société, ainsi qu'aux formes contemporaines prises par l'esclavage dans certaines régions du globe.

La publication de cet appel dans *L'Humanité*, accompagnée ou non de ses premiers signataires, lui apporterait une médiatisation d'autant plus souhaitable qu'elle y associerait le mouvement communiste, combattant sans trêve du colonialisme et de l'esclavagisme.

Dans l'espoir d'un accueil favorable à cette déclaration de principe, veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur en chef, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Mouloud Aounit
Secrétaire général